

## **RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS 17, 18 ET 20 SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 JUIN 2020**

L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2020 est invitée à approuver le renouvellement des délégations de compétence suivantes arrivant à expiration :

### **17ème résolution : Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration en vue de consentir des options de souscription d'actions :**

L'autorisation existante arrivant à échéance en août 2020, il est proposé à l'Assemblée d'y mettre fin et de doter le Conseil d'administration d'une nouvelle délégation de consentir des options de souscription d'actions au profit des mandataires sociaux et des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées, ou de certains d'entre eux, et ce pour une nouvelle durée de 38 mois à compter de l'Assemblée du 25 juin 2020. Dans le cadre de cette autorisation, le nombre d'actions qui pourrait être alloué ne pourra pas représenter plus de 3 % du capital social au jour de l'Assemblée générale, soit 180 000 options.

Le prix de souscription des actions par les bénéficiaires sera déterminé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'administration. Conformément à la législation en vigueur, ce prix ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des allocations et les modalités et conditions de celles-ci, dans les limites de cette autorisation ainsi que dans les limites légales et réglementaires. Les options devront être levées, au plus tard 8 ans, à compter du jour où elles seront consenties, étant entendu que le Conseil d'administration pourra toutefois fixer une durée d'exercice plus courte pour tout ou partie des bénéficiaires.

Le Conseil d'administration pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions souscrites, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder 3 ans à compter de la levée de l'option. La présente autorisation emportera au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.

Conformément à la loi, l'augmentation de capital résultant des levées d'options de souscription d'actions sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option accompagnée du paiement correspondant en numéraire ou par compensation avec des créances sur la Société.

### **18ème résolution : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue de consentir des options d'achat d'actions :**

L'autorisation existante arrivant à échéance en août 2020, il est proposé à l'Assemblée d'y mettre fin et de doter le Conseil d'administration d'une nouvelle délégation de consentir des options d'achat d'actions

au profit des mandataires sociaux et des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées, ou de certains d'entre eux, et ce pour une nouvelle durée de 38 mois à compter de l'Assemblée du 25 juin 2020. Dans le cadre de cette autorisation, le nombre d'actions qui pourrait être alloué ne pourra pas représenter plus de 5 % du capital social au jour de l'Assemblée générale, soit 300 000 actions.

Le prix d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'administration. Conformément à la législation en vigueur, ce prix ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des allocations et les modalités et conditions de celles-ci, dans les limites de cette autorisation ainsi que dans les limites légales et réglementaires.

Les options devront être levées, au plus tard 8 ans, à compter du jour où elles seront consenties, étant entendu que le Conseil d'administration pourra toutefois fixer une durée d'exercice plus courte pour tout ou partie des bénéficiaires.

Le Conseil d'administration pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions souscrites, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder 3 ans à compter de la levée de l'option.

**20ème résolution : Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés qui lui sont liées :**

La Société envisageant l'attribution d'actions gratuites aux salariés et dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées, il est proposé à l'Assemblée générale de mettre fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration en 2018 et de le doter d'une nouvelle autorisation à cet effet. Dans le cadre de cette autorisation, le nombre d'actions qui pourraient être attribuées gratuitement ne pourra dépasser 60 000 actions, représentant environ 1 % du capital de la Société existant à la date de l'Assemblée du 25 juin 2020.

Le Conseil déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, le nombre des actions attribuées gratuitement à chacun d'entre eux, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions.

Le Conseil d'administration aura la faculté de fixer, dans le respect des dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, la durée des périodes d'acquisition et de conservation des actions, en respectant une période d'acquisition minimale de 1 an et une durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation minimale de 2 ans. En application de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de la satisfaction des conditions fixées lors de l'attribution, dont notamment la condition de présence et/ou la condition de performance, au terme d'une période d'acquisition fixée par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration  
Le 19 mars 2020